

De la libéralisation à la financiarisation: une dualité accrue de l'agriculture

Ward Anseeuw, Estelle Biénabe,
Johann Kirsten, Dirk Troskie
CIRAD

Université de Pretoria - Département de l'agriculture du Western
Cape

Plan/ organisation de l'exposition

- Les ruptures qui ont marqué la fin de l'apartheid: une libéralisation tardive mais rapide du secteur agricole
- Des résultats contrastés et décevants et des inflexions politiques récentes très insuffisantes
- Un mouvement récent de financiarisation de l'agriculture qui se traduit par de nouveaux modes d'organisation de l'agriculture

Une vue d'ensemble du secteur agricole

- Une agriculture très fortement duale et qui ne représente que 2,4% du PIB
- Mais agro-exportatrice
- Un secteur agro-alimentaire important (3,4% PIB)
- Et des producteurs qui 's'exportent'

Une vue d'ensemble du secteur agricole

- 40 000 agriculteurs commerciaux
 - dont 3000 produisant 70% et employant 40% travailleurs
- Environ 1,3 million de petits agriculteurs qui utilisent environ 14% des surfaces agricoles principalement pour subsistance
 - 240 000 environ avec orientation commerciale
- 774 000 travailleurs agricoles

1. La fin de l'apartheid et la libéralisation du secteur agricole

1. Post apartheid: la libéralisation du secteur agricole

3'45

- Un héritage de l'apartheid:
 - Une inégale distribution des terres et des mesures de ségrégation spatiale
 - Une agriculture commerciale blanche puissante et la quasi élimination de la paysannerie noire
- Compromis national:
 - nécessité de maintien des capacités productives nationales
 - et redistribution par la croissance économique
- L'agriculture n'était pas une priorité pour le gouvernement post- apartheid
 - Sérieuses coupes budgétaires
 - 1,6% du budget national

Quelques points clés de cette libéralisation

- Abandon des soutiens directs à l'agriculture
 - Dont soutiens aux périmètres irrigués, fourniture d'intrants, mécanisation (ag. de subsistance)
 - Dont subventions à la production (ag. blanche)
- Dérégulation (marketing act 1996)
 - Démantèlement des 'marketing boards' et création d'un marché à terme pour les céréales (SAFEX)
 - Privatisation des coopératives paraétatiques
- Très faibles barrières tarifaires

Réforme foncière

- Une approche par le marché:
 - Basé sur entente gré à gré
 - Mais pas uniquement: des mécanismes de redistribution par l'Etat
- 3 programmes:
 - La restitution foncière:
 - revendication terres liées à dépossession 1913
 - La réforme de la tenure foncière:
 - reconnaissance différents modes de tenure et droits afférents (terres communales, appartenant à l'Etat)
 - La redistribution foncière:
 - acquisition terres sur marché avec soutien public

Restructuration des marchés agro-alimentaires dominés par les supermarchés

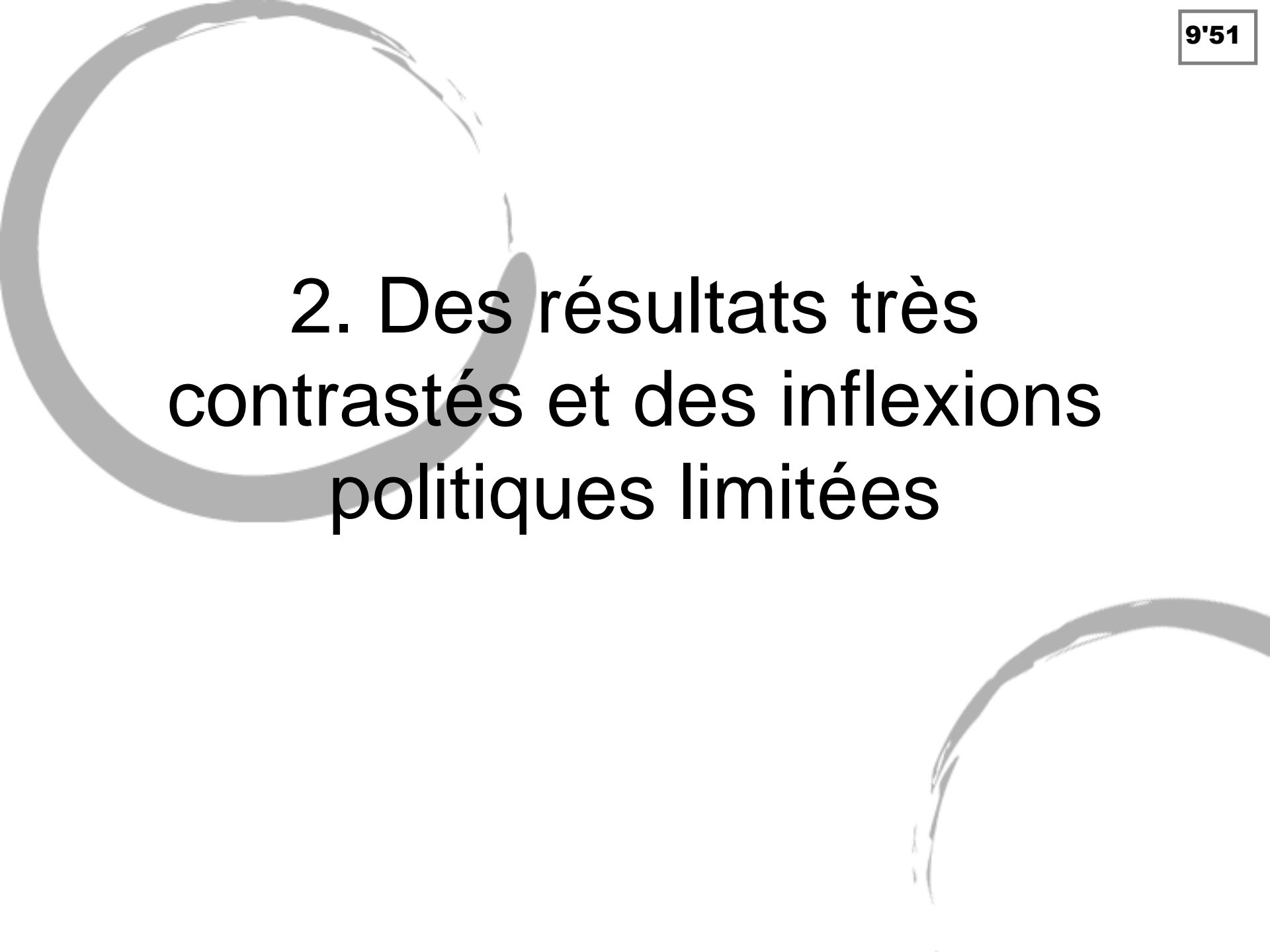
- Un secteur de la grande distribution largement dominant dans le secteur formel et mature
 - Environ 60% de la distribution alimentaire
- Très concentré: 4 chaînes contrôlant environ 95%
- Détenu par des capitaux Sud Africains
- Majoritairement implanté en zones urbaines riches
 - mais qui continue à se développer dans les township et en zones rurales
- Et qui investit à l'étranger: Shoprite implanté dans au moins 16 pays

Mais également

- Un marché informel très actif:
 - estimé à environ 50% de la commercialisation domestique des produits frais
- Des marchés grossistes publics encore très présents (17)
 - dont Johannesburg qui représentent environ 35% commercialisation produits frais
 - qui travaillent aussi avec le secteur informel

La grande distribution et les piliers de la restructuration des marchés

- Un approvisionnement centralisé dans des grands centres de distribution
 - Moins de 10% approvisionnement sur marchés grossistes
- Arrangements préférentiels avec fournisseurs (Preferred supplier schemes)
 - Pour fruits et légumes, environ 80% approvisionnement par contrats
 - Avec grande agriculture commerciale (entre 100 et 700 producteurs selon chaînes)
- Des normes de qualité sanitaires qui ont significativement augmenté (publiques et privées)

The slide features two large, light grey brushstroke circles. One circle is on the left side, partially overlapping the text. The other is on the bottom right side, also partially overlapping the text.

2. Des résultats très contrastés et des inflexions politiques limitées

Des résultats contrastés...

- Un secteur agricole commercial moderne et compétitif au niveau international
 - Exportations accrues de 350% (1995 à 2007)
- Mais une dualité et une concentration accrue
 - De 60 000 exploitations à 40 000 (1994 à 2010)
 - Cloisonnement persistant des territoires dépendants agriculture de subsistance
 - Peu d'organisations rurales petite agriculture hors influence Etat
- Une large populations d'agriculteurs 'par défaut'
 - Complément de revenus urbains, de retraites...
 - Une faible couverture des besoins alimentaires
- Dégradation terres et désertification
 - Et questions environnementales dans secteur agricole très peu prises en compte politiquement

... et décevants ... problèmes mise en œuvre réforme foncière

- Restitution et redistribution:
 - 6,9% terres agricoles transférées fin 2009 dont 26% en zone aride
 - De nombreux projets non productifs (entre 85 et 95%)
- De nombreuses défaillances des projets:
 - Disproportion nombre bénéficiaires / exploitation
 - Isolement institutionnel
 - Isolement géographique et manque infrastructure
- Des mesures d'accompagnement insuffisantes et non adaptées
- Une administration lourde, peu efficace et non transparente

..., des réformes incomplètes ...

- Une réforme agraire quasi inexistante
 - Des services privatisés coûteux, souvent éloignés de la petite agriculture, et peu adaptés pour petites structures pluriactives
 - Des services de vulgarisation peu qualifiés et faiblement connectés à la recherche
- Banque du foncier ('land bank') restructurée mais non opérationnelle
 - Banques commerciales comme organismes de crédit principaux et pour l'agriculture commerciale

... avec des virages institutionnels insuffisants

- Virage annoncé vers développement rural en 2007 mais sans véritables moyens ni orientations
- Volonté d'intégration réforme foncière et agraire:
 - LARP: Intégration des programmes pour accompagner petite agriculture (CASP et MAFISA) à réforme foncière
- Mais deux ministères en charge avec des orientations différentes:
 - Développement rural et réforme foncière (compétence nationale)
 - Agriculture, forêt et pêche (nationale et provinciale)

3. Financiarisation et émergence de nouveaux modes d'organisation agricoles

Un contexte agricole nouveau

- De nouvelles formes d'investissement dans l'agriculture qui s'inscrivent dans:
 - Crise agricole 2008 et prix élevés
 - Intérêt pour investissement et spéculation dans le secteur agricole: perspective de retours financiers accrus de l'agriculture
 - Un marché à terme domestique pour les céréales (SAFEX)
 - Des besoins de financements importants des exploitations agricoles
 - Perte de valeur de la terre comparativement à la production comme garantie pour les prêts
 - Maîtrise accrue des risques liés à la production et au prix

Basés sur des formes d'intégration forte de la production primaire

Différents degrés et types d'intégration:

- L'acquisition foncière comme une des modalités d'investissements parmi d'autres
- 'Accaparement de la production' par des formes contractuelles entre producteurs/ propriétaires fonciers et investisseurs
 - avec des degrés divers de prise de contrôle sur la production
 - Couplage contrat et couverture sur le marché à terme
- Investissement par prises de parts dans exploitations organisées en sociétés d'actionnariat ('equity schemes')

Une diversité de formes

Des modèles basés sur des formes nouvelles d'investissement par une diversité d'acteurs:

- Banques
- Grands groupes agroalimentaires - grande distribution
- Fonds d'investissements - bailleurs de fonds/ agences de développement (dont AFD)
- Dont les modalités varient en fonction des portefeuilles d'activités des investisseurs pour fourniture:
 - Assurance multirisques
 - Crédit
 - Ingénierie agricole
- (Et des marges de négociation des producteurs)

La maîtrise des risques au cœur de ces investissements

Risques de prix:

- Maîtrisés et exploités grâce aux marchés à terme (SAFEX, Chicago...): moteur de l'investissement dans la production

Risques de production:

- Distribution des activités dans différentes zones géographiques (40 à 400 exploitations)
- Monitoring et maîtrise technique
- Assurance multirisques

Fortement implanté en céréales et en expansion au-delà

- Banques: 13% production céréalière chacune, 50% de la production totale Sud Africaine
- Depuis céréales vers d'autres productions (bétail, fruits et légumes): spéculation en fonction des possibilités de stockage
- Depuis Afrique du Sud vers autres pays:
 - Des investissements dans d'autres pays couverts par la SAFEX (Kenya, Zambie...)
 - Implantation de SAFEX dans d'autres pays Afrique Australe ou de l'Est envisagée

Les spécificités agricoles: un passé révolu?

- Une perte d'autonomie des exploitants agricoles ('prolétarianisation') et de nouveaux modèles d'organisation de l'agriculture développés par des acteurs 'globalisés'
- Poids croissant des logiques externes au secteur agricole dans ces transformations qui pose des questions

Quelles implications pour la société?

- Sécurité alimentaire: Des risques accrus de détournements de la production par les marchés extérieurs (cas du soja en 2009)
- Des risques accrus de précarisation pour les salariés agricoles ?
- Des conséquences pour l'environnement ?
 - Des horizons temporels différents: arbitrages gestion durable ressources (sols) / productivité à court terme

En conclusion

- Des tendances longues qui renforcent la dualité de l'agriculture Sud Africaine
- Et des phénomènes récents qui pourraient remettre en cause les fondements du modèle agricole Sud Africain
- et accentuer les problèmes sociaux et environnementaux
- Avec le soutien du gouvernement et d'acteurs du développement